

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19380 - 75ÈME ANNÉE

Choose La Réunion : Emmanuel Macron décline la stratégie française dans notre région

Axe indo-pacifique : La Réunion base stratégique de l'offensive occidentale contre la Chine



Le premier jour de la visite officielle du président de la République a été l'occasion de décliner la stratégie française construite autour d'un axe indo-pacifique. S'appuyant sur l'Inde, seul acheteur de l'avion de combat Rafale à l'exception de l'armée française, cette stratégie vise à contrer le développement des échanges entre la Chine et les pays de notre région en finançant des projets aux conditions françaises. L'armée constitue le premier pilier de cette stratégie, avec le déploiement d'un avion de la marine à La Réunion qui deviendra de fait une base militaire franco-indienne. Cette stratégie s'inscrit également dans la volonté des dirigeants occidentaux de diviser les BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), qui sont devenus l'élément moteur

de l'économie mondiale et sont les superpuissances de demain.

Après un passage à Glorieuse où Emmanuel Macron a réaffirmé la volonté de la France de se maintenir son occupation des îles malgaches du Canal du Mozambique, le chef de l'État a été accueilli à La Réunion par un rassemblement de gilets jaunes. Maintenus à distance de l'aéroport, les manifestants furent dispersés sans ménagement à coups de gaz lacrymogène pour faire place au convoi officiel. Après le traditionnel dépôt de gerbe au Monument aux morts de Saint-Denis, Emmanuel Macron a clôturé la première édition de «Choose La Réunion». Cette réunion visait à promouvoir La Réunion auprès d'investisseurs de notre région, du bassin de l'Océan Indien et au-delà à l'exception de la Chine. Et d'après Emmanuel Macron, c'est cette stratégie qui est la réponse à moyen et à long terme aux problèmes structurels à l'origine de la crise sociale à La Réunion.

En effet, «Choose La Réunion» s'inscrit dans la stratégie française d'axe Indo-Pacifique, qui produit plus de 20 % de la richesse mondiale mais qui est la région la moins intégrée économiquement selon la France.

Combattre l'influence de la Chine

Bruno Lemaire, ministre de l'Économie, a explicité crûment cette stratégie : «construire nos investissements nous-mêmes plutôt qu'avec la Chine qui n'a pas les mêmes règles d'endettement». Car d'après le ministre, si un emprunt contracté avec la Chine n'est pas remboursé, alors le bien

financé est saisi. Or, rappelons que cette méthode décriée par un ministre français est celle de toutes les banques françaises qui prêtent aux particuliers. Quant à La Réunion, elle est toujours considérée comme un pion au service des intérêts français comme le précise Bruno Lemaire : «amener la France à travers La Réunion dans cet espace indo-pacifique». Pour cela, Paris veut s'appuyer sur les îles malgaches occupées depuis 1960, sur Mayotte, sur La Réunion, la Polynésie et la Nouvelle-Calédonie. Rappelons qu'à l'exception de La Réunion, tous les autres points d'appui de la stratégie française voient la souveraineté de Paris contestée. Outre les îles revendiquées légitimement par Madagascar, Mayotte est administrée par la France depuis 1975 en dépit du droit international et de l'opposition de la majeure partie de la communauté internationale, la Nouvelle-Calédonie fera l'objet l'année prochaine d'un référendum

d'autodétermination tandis qu'en Polynésie, le mouvement indépendantiste est très puissant. Ceci ne pose pas apparemment de problème à Paris, Emmanuel Macron présentant la France comme un archipel incluant des territoires situés jusqu'à plus de 10.000 kilomètres de Paris.

Base militaire indienne à La Réunion

Cette stratégie a été déclinée en présence de responsables politiques de notre région, dont le Premier ministre de Madagascar et le secrétaire d'État aux Affaires étrangères de l'Inde, ainsi que des patrons d'entreprises de notre région et d'investisseurs potentiels venus de plusieurs pays riverains de

l'Océan Indien et de France.

Pour le chef de l'État, le premier pilier de l'axe Indo-Pacifique repose sur la militarisation de l'Océan Indien pour lutter contre la piraterie, l'immigration jugée illégale, et maintenir la souveraineté. Se sentant le besoin d'affirmer que la France est la seconde puissance maritime mondiale, le président de la République souligne «une vision océanique commune avec l'Inde». Cela se traduira par le déploiement à La Réunion d'un avion patrouilleur de la marine indienne. Sont également annoncées des manœuvres militaires communes avec l'Afrique du Sud l'année prochaine.

Le deuxième pilier repose sur la lutte contre le changement climatique et pour la protection de la biodiversité. Il s'agit notamment d'éviter «la prédation de projets qui ne sont pas harmonieux», de «créer des emplois sur place» et de «construire une filière pêche durable».

Et la question des visas ?

Le troisième pilier est l'économie, avec comme premier point l'amélioration de la connectivité physique et aérienne. Dans l'aérien, Emmanuel Macron souhaite la venue de nouveaux acteurs afin de faire baisser les prix. Plus largement, il demande la création d'infrastructures qui garantissent la libre circulation des personnes et des biens. Les échanges humains sont jugés essentiels. Cela passe tout d'abord par une stratégie de tourisme durable, et par des partenariats scientifiques et universitaires. Paris souhaite développer les échanges d'étudiants avec la création d'un Erasmus Océan Indien

pour faire «à partir de l'archipel France.

de France un archipel de connaissance, et faire de l'océan Indien un archipel de lumières». Il est à noter que le chef de l'État n'a pas abordé la question des visas, document indispensable pour venir dans notre pays pour une personne qui n'est pas ressortissante de l'Union européenne. Or, les conditions exigées par l'administration française contribuent très lourdement à isoler La Réunion de ses voisins et sont une barrière infranchissable pour la plupart des non-Européens voulant se rendre dans notre île.

La stratégie bâtie autour de la présence française dans la région s'élaborera à La Réunion, a dit en substance le chef de l'État. Paris compte sur sa présence dans la COI pour décliner cette stratégie l'année prochaine, pendant la présidence française. Rappelons que cette organisation est largement financée par la

Les Réunionnais jamais consultés

Le discours d'Emmanuel Macron fixe donc un cadre. La Réunion reste un territoire d'une importance stratégique cruciale pour la France. Comme à l'époque de la colonisation de Madagascar, des coups d'État aux Comores par d'anciens officiers de l'armée française, et du soutien de la France au régime d'Apartheid en Afrique du Sud, La Réunion est utilisée comme la base arrière des intérêts français dans notre région, avec cette fois-ci en point de mire la participation à l'offensive lancée par Donald Trump, président des Etats-Unis, contre la Chine.

Au sujet de cette stratégie, les Réunionnais n'ont jamais été consultés. Il est difficile de croire que notre peuple veuille

être un acteur d'une stratégie qui ambitionne clairement de diviser les BRICS, en étant les complices d'une alliance militaire et économique avec l'Inde pour combattre la Chine.

Rappelons qu'à l'exception de la France, l'Inde est le seul pays à avoir acheté l'avion de combat Rafale. Dans ces conditions, difficile de croire que cette stratégie décidée à Paris et que les collectivités réunionnaises sont priées de mettre en œuvre permettra de régler les problèmes sociaux de La Réunion, même à long terme. Car elle donne de notre pays du porte-avions français dans l'océan Indien au service des intérêts occidentaux dans notre région. Quelle relations de coopération entre les peuples peut-on mettre en place dans un tel cadre ?

M.M.

Visite d'Emmanuel Macron à Glorieuse

Un président français sur une île malgache : «Ici c'est la France»

Avant d'arriver à La Réunion, Emmanuel Macron s'est rendu à Glorieuse. C'était la première visite d'un président de la République sur cette île que la France a refusé de restituer à Madagascar au moment de son indépendance en 1960.

Durant son passage, le chef de l'État a affirmé ceci : «ici c'est la France». Nul doute que pour tous les pays respectueux du droit international, cette déclaration raisonne comme une provocation. Car il est clair que sous prétexte de mettre l'accent sur la biodiversité,

la présence d'Emmanuel Macron visait à réaffirmer la volonté de la France de maintenir son occupation des îles malgaches du Canal du Mozambique.

M.M.

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Otè

Mé zami alon koz in pé dsi la lang kréol rényonèz !

Pou kosa ni sava anparl sa ?

Pars fransh vérité shak foi mi gingn lokazyon mi parl sa. Konm néna in bon lokazyon so foi isi, alor i fo pa manké. Finalman, mi pans m'arète parl sa lo zour mon lang i bat ar pi é mon tète nora dé raté épi mon kèr va tonm an pane san prévnir konm i ariv demoun kan laz lé fine in pé avansé. An atandan, ké moin lé ankor kapab mi anparl lo lang kréol rényoné é an kréol rényoné. Mi di pa lé défandi parl nout kréol dann in n'ot lang par ébzanz dann fransé mé pou moin lé konmsa, pars lé pa otroman é mi san amoin vivan kan mi fé sa.

Mi san amoin vivan an armoni avèk mon bann dalon dann mon péi.

A ! Par l'fète moin la di mi sava koz dsi nout lang pars lokazyon lé bon é lokazyon lé bon pars somenn isi sé somenn kréol é pou moin sa sé in n'afèr sèryé. Pou kosa ? Pars bann shoz sèryèz i parl sèryèzman é la lang kréol rényonèz i fé parti bann shoz-la é pou moin sa lé prézyé.. Mi vé pa dir, bann moun i rode arienk fé lamizèr dann nout lang zot na tor. Zot na pa tor, provik zot i di bon z'afèr é z'afèr bien é fransh vérité l'imour kréol rényoné sa sé in n'afèr i bote amoin pou vréman. In bon kozman an kréol rényoné bien tourné sa lé valab oui ! In bon shanté dann nout lang avèk lo santiman i pé mète dodan, sa lé valab galman. In bon diskour bien aranbé, bien anvoyé sa lé pa valab d'après zot ? si li lé réglo késtyonn vokabilèr, késtyonn gramèr, késtyonn tournir d'éstil.

Mé zami, mon bann kamarad, mon bann dalon zot lé né konm moin avèk in trézor d'lang nou la gingn an léritaz avèk bann zansien lèss pa li tonbé ; zot lé né konm moin avèk nout sansibilité kréol, lèss pa li tonbé é mèm ranfors ali si zot i yinbou. Mé akoz zot i gingnré pa ? Lé ga, nout lang sé lo promyé man ifestasyon lo zéni nout pèp é nout pèp sé nout rasine, sé la ké ni gingn la fors pou avansé, la fors pou rès dobout, la fors pou marsh ansanm avèk nout pèp rényoné.

Alé ! Alon kozé é alon bien kozé alon koz dann in lang ni koné. Ni retrouv pli d'van !

Justin